

Rapport d'Activité 2014



Le Service Départemental d'Incendie
et de Secours de la Somme

Rapport d'Activité 2014







EDITO

2014 fut une année de changement pour le SDIS 80. Des élections se sont tenues en juin et décembre dernier renouvelant les représentants des personnels dans les instances paritaires du SDIS.

Les représentants des communes au Conseil d'Administration du SDIS ont également été renouvelés. Leur rôle est primordial dans le fonctionnement d'un SDIS puisque ce sont eux qui délibèrent sur tous les sujets structurant du SDIS et plus particulièrement le budget. Les efforts du Conseil général sont toutefois restés constants, car il reste de nombreux axes de progression et le SDIS 80 a encore de nombreux projets, notamment en ce qui concerne les casernements.

2014 a ainsi vu le début des travaux au Centre de Secours Principal FERRY, mais aussi l'inauguration d'un nouveau Centre de Secours à Roye. D'autres projets d'infrastructures sont en projet et ont même débuté en 2014, puisque de nouveaux terrains ont été acquis.

Le parc véhicules vieillissant nécessite également un renouvellement permanent, tout en veillant à rationaliser les dépenses.

Les réformes à mettre en place aussi bien en terme de formation, que de temps de travail ont eu un impact direct sur le mode de fonctionnement des personnels du SDIS cette année, mais aussi sur les dépenses. C'est ainsi que le SDIS en optimisant sa gestion, a réussi sa progression constante, pour garantir un service public de qualité, tout en restant soucieux des conditions de travail des Sapeurs-Pompiers du département.

*Stéphane HAUSSOULIER,
Président du Conseil d'Administration du SDIS*

GROUPEMENT JURIDIQUE ET FINANCIER	4
GROUPEMENT RESSOURCES HUMAINES	8
GROUPEMENT LOGISTIQUE	11
GROUPEMENT FORMATION	18
GROUPEMENT STRATÉGIE	20
GROUPEMENT GESTION DES RISQUES	22
GROUPEMENT SSSM	27
GROUPEMENT MISSION	28
GROUPEMENTS TERRITORIAUX	30

SERVICE FINANCES

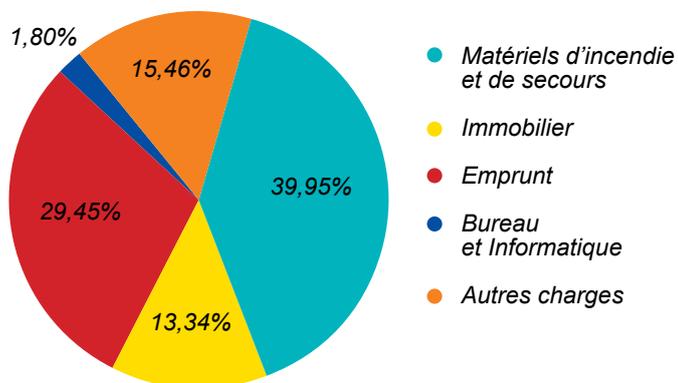
POINTS MARQUANTS

La dématérialisation des mandats, titres, bordereaux, pièces justificatives, retours et mise en place de la signature électronique des bordereaux de mandats et de titres.

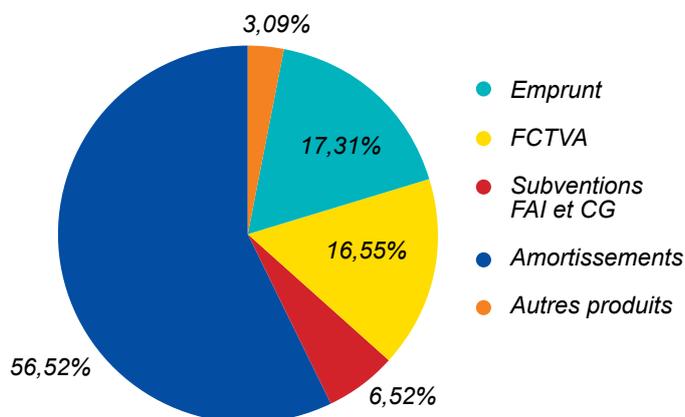
Investissement

INVESTISSEMENT	
Recettes	10.788.657
Dépenses	12.545.469
Résultat de l'exercice	- 1.756.812
Résultat reporté 2013	+ 7.154.585
Solde des restes à réaliser	- 4.183.862
Résultat global d'investissement	+ 1.213.911

LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT



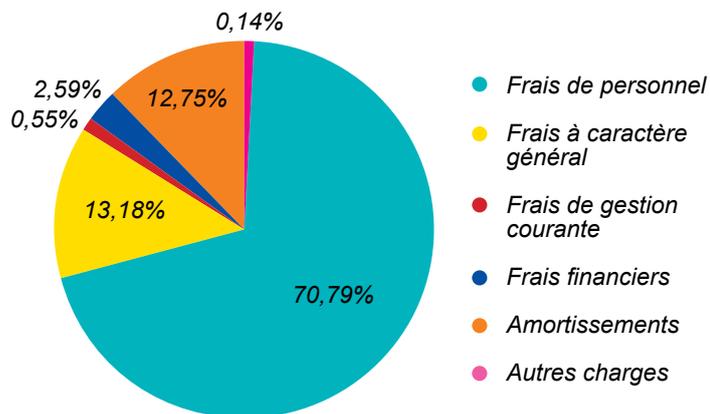
LES RECETTES D'INVESTISSEMENT



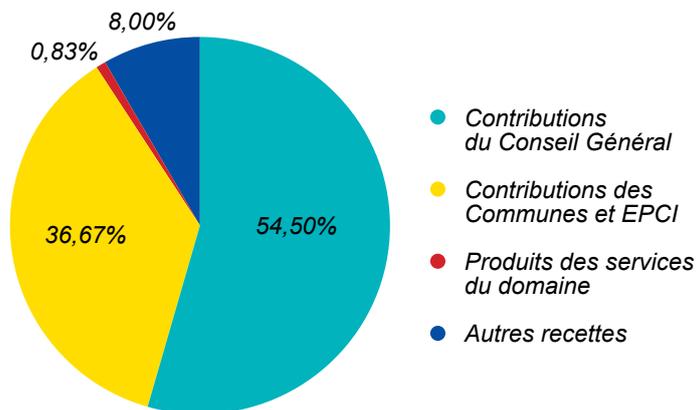
Fonctionnement

FONCTIONNEMENT	
Recettes	47.832.870
Dépenses	47.817.495
Résultat de l'exercice	+ 15.375
Résultat reporté 2013	+ 1.604.794
Solde des restes à réaliser	- 429.679
Résultat global de fonctionnement	+ 1.190.490

LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT



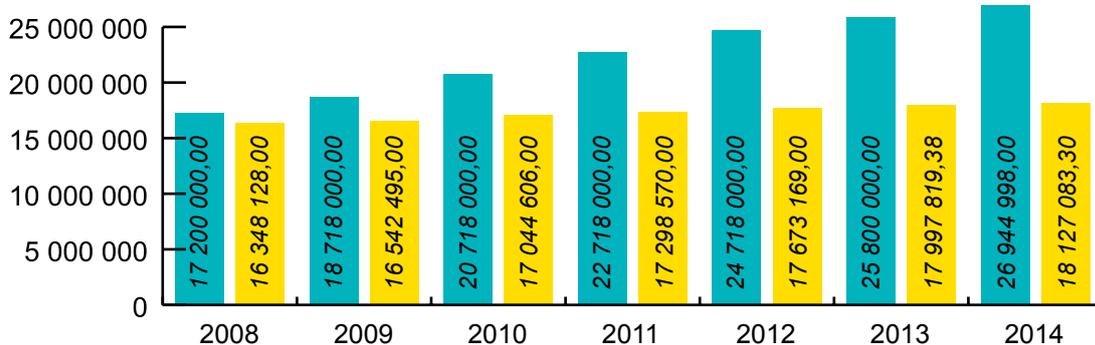
LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT



Évolution des contributions

ÉVOLUTION DES CONTRIBUTIONS

- Conseil général
- Communes EPCI



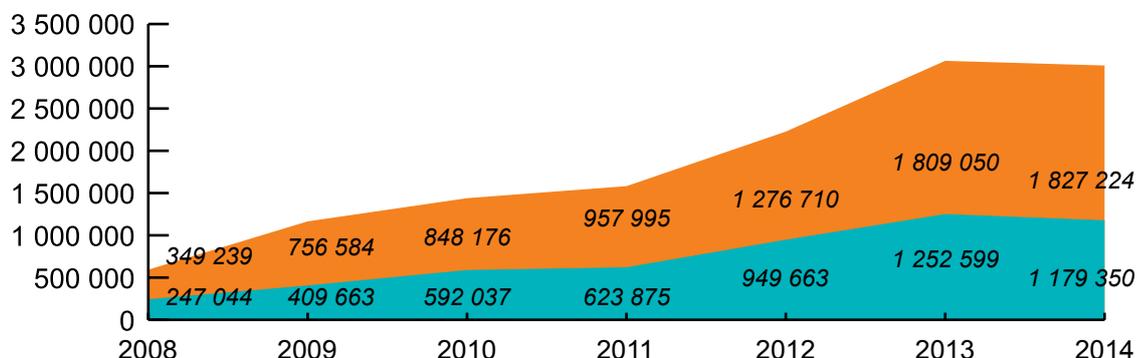
Évolution de la dette

L'encours de la dette au 31 décembre 2014 était de 30.112.733 €. Il diminue par rapport à 2013. Cette évolution provient du fait que le SDIS n'a pas emprunté en 2014 en raison d'un faible niveau de crédits de paiement au PPI et qu'il a renégocié un prêt dont le taux était élevé.

Il en résulte que le SDIS est faiblement endetté. D'une part, le taux d'endettement n'est que de 6,53 % et d'autre part, il ne faudrait qu'à peine 7 ans au SDIS pour solder sa dette s'il consacrait l'intégralité de l'autofinancement au remboursement de la dette.

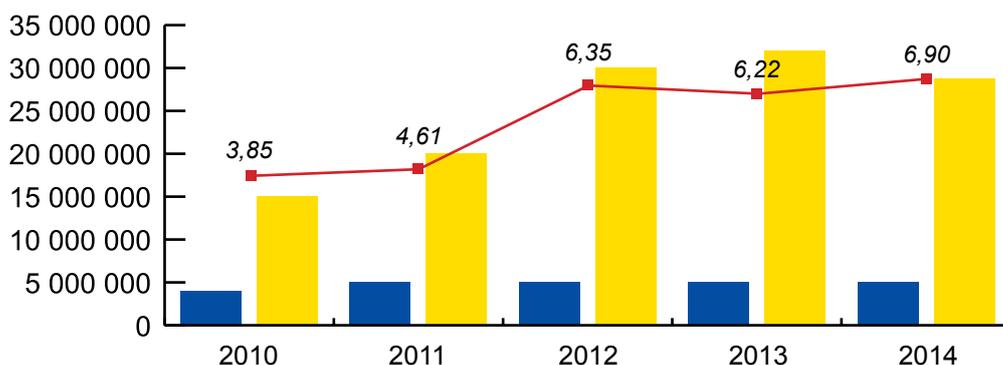
ÉVOLUTION DE LA DETTE

- Intérêts
- Capital



ÉVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE ET DE LA CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT

- Capacité d'autofinancement
- Encours de la dette
- Capacité de désendettement



INDICATEURS CLÉ

Coût incendie : 71.40 €/habitant (hors investissement)
 Charges de personnel : 70,79 %
 Taux d'endettement : 6,53 %
 9 347 mandats réalisés (contre 10.173 en 2013)
 1 365 titres réalisés (contre 1 250 en 2013)

SERVICE JURIDIQUE

POINTS MARQUANTS

L'activité liée aux marchés de l'EDIS, du CSP Amiens-Poulainville mais également du CSP Amiens-Ferry
 L'accroissement des réclamations judiciaires dans tous les domaines
 La gestion de plus en plus importante et complexe des accidents de travail

Acquisitions de terrains et bâtiments

En 2014, le SDIS est devenu propriétaire de plusieurs terrains et bâtiments permettant de poursuivre la réhabilitation et la reconstruction des casernements (Plan Pluriannuel d'Investissement) :

- Le 20 juin 2014 : acquisition du terrain pour le CS Val de Somme (fusion des CS Corbie et CS Villers-Bretonneux).
- Le 14 novembre 2014 : rétrocession du giratoire à Amiens Métropole aux abords du CSP Amiens-Poulainville.
- Le 22 décembre 2014 : acquisition du terrain pour le CS Bernaville.

Intégrations de CPI

Les Centres de Secours de Picquigny et de Quesnoy-le-Montant ont été intégrés respectivement les 1er janvier et 1er mai 2014.

Contentieux et précontentieux

En 2014, le Service Juridique a géré plusieurs contentieux, tant en matière de ressources humaines, de finances, de marchés publics, que s'agissant du secteur opérationnel.

Il est à noter que certains dossiers nécessitent un suivi particulier tout au long de l'année:

Dépôts de plaintes et constitutions de partie civile : 30

- Agressions : 8
- Vols : 12
- Dégradations : 5
- Fausses alertes : 3
- Usurpations plaques minéralogiques : 1
- Intrusion : 1

En comparaison à l'année 2013, le nombre d'agressions envers les Sapeurs-Pompiers a légèrement diminué. Les dépôts de plainte pour usurpation de plaque minéralogique, fausse alerte ou encore dégradations restent, quant à eux, constants.

Ce que l'on a surtout remarqué en 2014, c'est un suivi croissant par le Procureur de la République des dépôts de plainte effectués par les agents du SDIS. En effet, de plus en plus de condamnations interviennent à l'encontre des auteurs des agressions contre les Sapeurs-Pompiers, assorties de dommages et intérêts.

En 2014, le Procureur de la République a suivi d'effet sept dépôts de plainte dont cinq dossiers agressions sur les huit déclarés.

On constate enfin, à tout niveau, un accroissement des réclamations et une augmentation des demandes d'assistance des Sapeurs-Pompiers victimes au titre de la Protection Juridique.

Accidents de service

Accidents en service commandé (SPV) : 61 (458 jours d'arrêt travail)

Accidents de travail (PATS) : 7 (17 jours d'arrêt de travail)

Accidents de travail (SPP) : 107 (1 377 jours d'arrêt travail)

Alors qu'il n'y a que très peu d'évolution du nombre d'accidents de service (- 4 SPV, - 1 PATS, + 3 SPP), il est à noter une forte diminution du nombre de jours d'arrêts de travail par rapport à 2013 pour les Sapeurs-Pompiers : soit - 55 % pour les SPV, et - 39 % pour les SPP.

Concernant les PATS, l'année 2013 avait été marquée par une forte diminution du nombre de jours d'arrêts de travail. Celle-ci se maintient en 2014.

Enfin, il est à noter 4 rechutes graves (2 SPP et 2 PATS) ayant généré 390 jours d'arrêt de travail et dont les dossiers sont toujours ouverts.

Sinistres

106 sinistres ont été déclarés en 2014, contre 115 en 2013. Les véhicules les plus accidentés sont les VSAV suivi des VL.

A noter que, en matière d'assurances, l'année a été marquée par deux projets importants :

1. La mise en place de la formation pour l'utilisation du module « Assurances » sur le logiciel Astech. L'objectif étant d'enregistrer tous les accidents automobiles dans le logiciel à compter du 1er janvier 2015. Ce projet est mis en place en relation étroite avec le Groupement Logistique.
2. Le renouvellement des marchés « Assurances » qui a généré un travail de préparation important tout au long de l'année afin de réaliser les Cahiers des Clauses Particulières (CCP) prenant en compte toutes les contraintes du SDIS et notamment la contrainte financière.

Marchés publics

132 marchés ont été conclus par le SDIS en 2014 :

- Travaux : 2 - 90k € HT : 121 - Procédures adaptées : 30
- Fournitures : 110 + 90k € HT : 9 - Appels d'offres : 99
- Services : 20 + 200k € HT : 2 - Marchés négociés : 3

Après une année 2013 assez modeste (123 procédures), l'année 2014 s'est conclue avec un total de 132 procédures attribuées correspondant aux moyennes d'activité des années précédentes (132 en 2011, 131 en 2010).

Courrier / accueil

13 853 courriers et fax ont été enregistrés en 2014 contre 15 531 l'année précédente. Pour la première année, les appels au standard ont été comptabilisés et sont au nombre de 3 581.

CHIFFRES CLÉS

Ont été établis 3 127 arrêtés :

- 292 concernant les Personnels Administratifs et Techniques, dont 79 arrêtés de reclassement suite à la réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C et de certains fonctionnaires de catégorie B,
- 1 383 concernant les Sapeurs-Pompiers Professionnels, dont 340 arrêtés de reclassement suite à la réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C et de certains fonctionnaires de catégorie B,
- 1 452 concernant les Sapeurs-Pompiers Volontaires.

PLAN DE PROGRÈS CIVITAS/CEGID

L'année 2014 a été marquée par le passage en Full Web du module « Absences ».

RÉORGANISATION DU GROUPEMENT RESSOURCES HUMAINES

Dans la perspective d'une meilleure optimisation du Groupement RH, le CASDIS, en date du 5 décembre 2014, a validé la nouvelle organisation axée sur trois services.

La gestion intégrée des dossiers, par la répartition du personnel du SDIS en portefeuille, permettra aux agents du SDIS d'avoir un référent au sein du Groupement Ressources Humaines et pour les agents du Groupement une meilleure connaissance de la situation de l'agent, de son évolution, de sa carrière et de sa rémunération.

TEXTES FONDAMENTAUX

Retraite

- Loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraite

La mesure principale de ce texte prévoit un allongement progressif de la durée de la cotisation des salariés du secteur public et privé qui augmentera d'un trimestre tous les 3 ans entre 2020 et 2035.

La durée des services et bonifications nécessaire à l'obtention d'une retraite à taux plein a été revue à la hausse allant de 167 à 172 trimestres selon l'année de naissance.

Réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C et de certains fonctionnaires de catégorie B

L'organisation des carrières a été modifiée, prévoyant des révisions relatives :

- aux durées de carrière dans certains échelons (avec création d'un échelon supplémentaire pour les grades appartenant aux échelles 4, 5 et 6 de la catégorie C et pour le grade d'agent de maîtrise principal) ;
- aux indices de traitement de tous les échelons des échelles 3, 4, 5 et 6 de la catégorie C, de plusieurs échelons du grade d'agent de maîtrise principal ainsi que des deux premiers échelons du premier grade de la catégorie B ;
- aux conditions statutaires d'avancement de grade pour les agents de catégorie B et des conditions de classement après avancement dans un grade de catégorie B.

Ces modifications sont entrées en vigueur le 1er février 2014.

Sous-Officiers de Sapeurs-Pompiers Professionnels

Deux décrets ont modifié la carrière et la rémunération des Sous-Officiers de Sapeurs-Pompiers Professionnels par la création d'un échelon supplémentaire au sommet de chacun des deux grades du cadre d'emplois (le grade de Sergent passe de 8 à 9 échelons et le grade d'Adjudant passe de 9 à 10 échelons), la modification des durées de carrière et la revalorisation des échelles indiciaires.

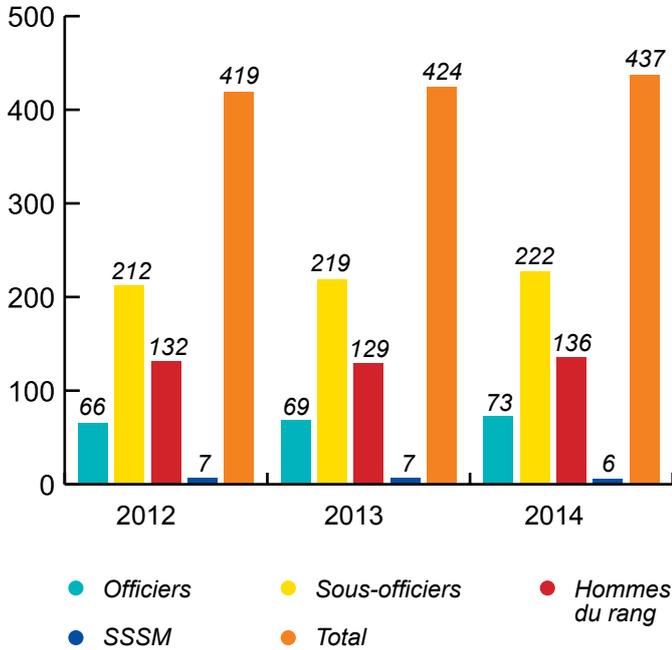
Ces dispositions sont entrées en application le 1er juillet 2014.



EFFECTIFS SPP / PATS

Les effectifs Sapeurs-Pompiers Professionnels

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SPP



Années	SPP (postes créés)	PATS (postes créés)	Ratio PATS/SPP
2009	387	102	3,79
2010	392	102	3,84
2011	398	102	3,90
2012	419	104	4,03
2013	424	113	3,75
2014	437	113	3,87

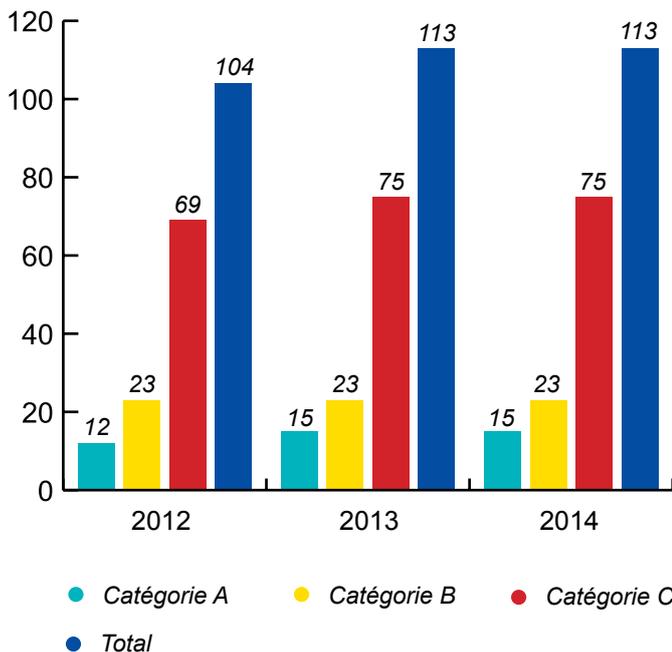
Les effectifs de Sapeurs-Pompiers Professionnels ont progressé de 3 % en 2014 par la création de 13 postes de Sapeurs-Pompiers Professionnels Non-Officiers, suite à la réforme du temps de travail des SPP et afin de compléter les effectifs des équipes, qui sont passées de 3 à 4 dans les Centres de Secours Principaux.

Les effectifs de PATS n'ont pas évolué sur 1 an mais ont toutefois progressé depuis 2009 de 10,78 %

L'effectif global du SDIS de la Somme a progressé de 2,4 % entre 2013 et 2014 et de 12,4 % depuis 2009.

Les effectifs des Personnels Administratifs et Techniques

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS PATS



EFFECTIFS SPV

Nombre de dossiers d'engagements présentés au CCDSPV sur l'année 2014 : 378 (+ 13 % par rapport à 2013)

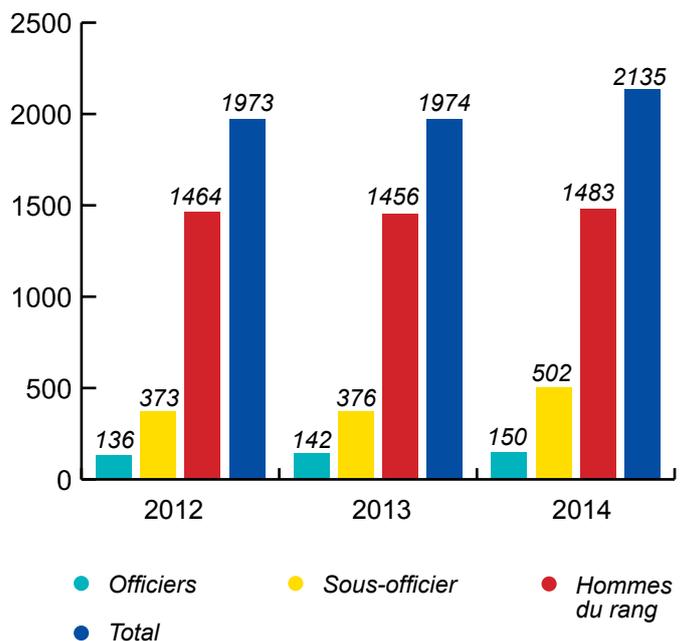
Nombre d'engagements réels : 278 (+ 30 % par rapport à 2013 et 73.55 % des dossiers présentés au CCDSPV)

Nombre de renouvellements d'engagement : 255 (- 12.1 % par rapport à 2013)

Nombre de cessations et résiliations : 167 (- 30.5 % par rapport à 2013)

Nombre de suspensions : 54 (chiffre quasi identique à celui de 2013)

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SPV



COMMISSIONS DE RECRUTEMENT

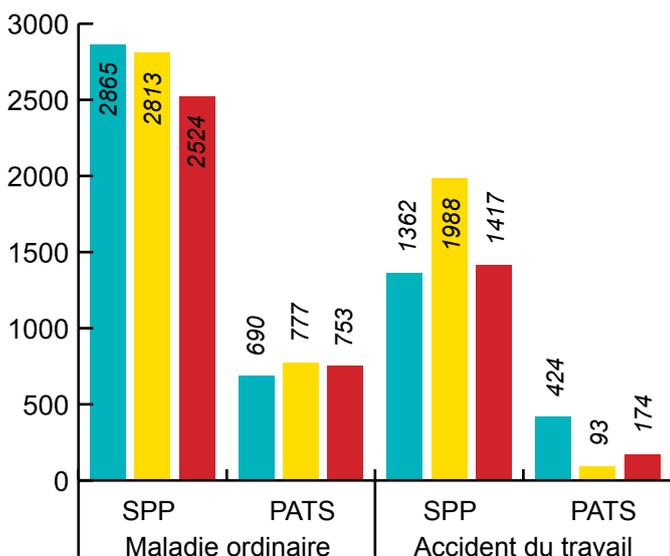
En 2014, 23 commissions de recrutement ont été effectuées, pour un total de 89 candidats. Le nombre total de commissions de recrutement en 2014 est identique à celui de 2013. A noter que les 6 commissions de Sapeurs-Pompiers Professionnels Non Officiers ont abouti aux recrutements au 1er avril et au 1er septembre 2014 de 29 Sapeurs-Pompiers Professionnels de 1ère classe issus du concours organisé en collaboration avec le SDIS 59.

GRÈVE

En 2014, 9 jours de grève sont comptabilisés dont 2 jours qui concernent un mouvement local.

ABSENTÉISME

Jours ouvrés



RÉCOMPENSES

145 médailles ont été attribuées en 2014, soit + 3.4 % par rapport à l'année 2013 :

- 4 médailles d'honneur Régional, Départemental et Communal
- 131 médailles d'honneur des Sapeurs-Pompiers
- 8 médailles d'honneur pour acte de courage et de dévouement
- 1 médaille avec rosette pour services exceptionnels
- 1 médaille de la Sécurité Intérieure



SERVICE MATÉRIELS

Activité du Parc Roulant

POINTS MARQUANTS

Acquisition de CCR (Camion-Citerne Rural) conformément au SDACR 2013.
 Acquisition d'un VTU HR (Véhicule Tous Usages Hors Route) conformément au SDACR 2013.
 Mise en place des 1ers véhicules en écheveaux (FPTL, FPT et FPTSR).
 Remplacement du Véhicule Ecole et du Véhicule GRIMP.

Marchés publics

Acquisitions

Le Bureau Véhicules a piloté l'achat de :

INTITULE	TOTAL BP + BS en TTC	PU REEL TTC
7 VSAV (UGAP)	511 644.00 €	73 092.00 €
2 FPTSR	545 084.46 €	275 542.23 €
2 CCR (dont 1 UGAP)	489 821.05 €	244 910.52 €
1 EPS 18	406 854.00 €	406 854.00 €
1 FPTL	190 902.50 €	190 902.50 €
1 véhicule GRIMP	131 944.50 €	131 944.50 €
1 Véhicule ECOLE	118 281.00 €	118 281.00 €
3 VTU (UGAP)	93 655.77 €	31 218.59 €
1 VTU HR (UGAP)	41 637.87 €	41 637.87 €
2 VTP (UGAP)	57 106.48 €	28 553.24 €
1 châssis VLID	14 680.76 €	14 680.76 €
2 châssis VLID GL type NEMO (UGAP)	32 236.64 €	16 118.20 €
5 châssis VLID GL type PARTNER (UGAP)	92 817.16 €	18 563.43 €
2 châssis VLID 4x4 type DUSTER	46 979.00 €	23 489.50 €
10 équipements VLID	50 280.00 €	5 028.00 €
2 Maintenances décennale EPS 30	153 414.74 €	76 707.37 €
1 Maintenance décennale VPPL	19 920.00 €	19 920,00 €

Coût total des acquisitions 2014 : 2 997 259,93 € TTC dont 1 021 968.53 € TTC via l'UGAP.

Typologie du parc véhicules :

TYPE	Nombres	Moyenne d'âge (an)
<i>Amphibie dont remorques</i>	2	4,4
<i>Camion Citerne Feux de Forêts (CCF)</i>	16	14,8
<i>Camion Citerne Rural (CCR)</i>	6	14,3
<i>Camion Dévidoir (CD & CDHR)</i>	3	35,7
<i>Cellule Bateau de Reconnaissance et Sauvetage (CEBRS)</i>	2	5,2
<i>Cellule Poste Médical (CELPMA)</i>	1	0,1
<i>Autres Cellules</i>	8	NDF
<i>Echelles</i>	21	10,6
<i>Fourgon Mousse Grande Puissance (FMOGP)</i>	3	4,9
<i>Fourgon Poste Médical Avancé (FPMA)</i>	1	19,3
<i>Fourgon Pompe Tonne (FPT, FPTL, FPTHR, FPTSR)</i>	52	11,4
<i>Motopompe Remorquable (MPR)</i>	46	13,9
<i>Poste de Commandement de Colonne (PCC)</i>	2	19,4
<i>Remorque Poudre (RPO)</i>	3	6,3
<i>Remorque Véhicule soutien Logistique (RVSL)</i>	1	13,8
<i>Véhicule Atelier (VAT)</i>	3	13,5
<i>Véhicule Ecole (VECOLE)</i>	1	0,2
<i>Véhicule d'Extinction en Espace Clos et Semi Ouvert (VECSO)</i>	1	6,0
<i>Véhicule à Glissement Limité (VGLIM)</i>	12	1,1
<i>Véhicule d'Intervention en Milieu Périlleux (VIMP)</i>	1	0,3
<i>Véhicule Léger (VL)</i>	57	9,0
<i>Véhicule Léger Cynophile (VLCYNO)</i>	1	4,7
<i>Véhicule Léger Hors Route (VLHR)</i>	9	9,6
<i>Véhicule Léger d'Interventions Diverses (VLID)</i>	83	7,7
<i>Véhicule Léger Médicalisé (VLM)</i>	1	7,9
<i>Véhicule Porte Cellule (VPCE)</i>	5	6,2
<i>Véhicule de Première Intervention (VPI)</i>	14	5,6
<i>Véhicule Plongeurs (VPL)</i>	3	17,2
<i>Porte Char (VPPL)</i>	1	11,5
<i>Véhicule Risques Technologique (VRT)</i>	3	11,7
<i>Véhicule de Secours et d'Assistance aux Victimes (VSAV)</i>	68	4,8
<i>Véhicule Soutien Logistique (VSL)</i>	1	12,4
<i>Véhicule Secours Routier Léger < 7,5 Tonnes (VSRL)</i>	10	15,7
<i>Véhicule Secours Routier Moyen & Supérieur > 7,5 Tonnes (VSRM/VSRS)</i>	12	15,6
<i>Véhicule de Transport de Personnel > 9 Places (VTP20)</i>	4	16,7
<i>Véhicule de Transport de Personnel jusqu'à 9 Places (VTP9)</i>	17	4,5
<i>Véhicule Toute Utilité (VTU)</i>	60	7,4
TOTAL	534	14,43

Activité Mécanique

Les activités mécaniques regroupent les activités de l'Atelier Départemental de GLISY ainsi que les activités de l'Atelier d'Abbeville.

Pour l'année 2014, la mutualisation avec le Conseil général s'est poursuivie dans des aspects pratiques d'organisation commune.

Les activités de l'Atelier Départemental ont été principalement orientées sur une organisation qui réponde aux sollicitations mécaniques dans une vision départementale. La mise en place d'une boîte mail commune a permis de centraliser et de traiter efficacement les demandes d'intervention.

Les réparations mécaniques des moteurs des matériels embarqués et autres «petits engins motorisés» (tronçonneuses, tondeuses, groupe électrogènes, ...) sont désormais traitées également à l'atelier de GLISY.

Le magasin qui alimente également l'atelier d'Abbeville a procédé à des inventaires et référencements d'articles sous le logiciel de gestion du patrimoine (Astech) afin de répondre aux questions de coût et de traçabilité.

La flotte de véhicules du SDIS 80, composée de 534 véhicules, a généré une dépense en terme de maintenance d'environ 660 000 €, dont environ 260 000 € en prestations extérieures (carrosserie, contrôle technique...).

Activité Petits Matériels

Le Bureau Petits Matériels a procédé à l'acquisition de matériels incendie non mobiles, pour un montant total de 394 172,90 € TTC en section investissement.

Les dépenses en fournitures et en entretien de matériel s'élèvent à 217 154,44 € TTC, en section fonctionnement. Ces matériels et fournitures ont été distribués dans les Centres de Secours.

En plus de l'armement des véhicules neufs (Berce Cellule Dévidoir, FPTSR, CCR, FPTL, EPA), le SDIS a poursuivi la mise à niveau des équipements dans les Centres de Secours.

Les principaux marchés publics menés sont :

- un appel d'offre «fourniture de matériel embarqué, matériel de levage, de traction, d'exploration, de tronçonnage»,
- une procédure adaptée «fourniture de matériel de plongée»,
- un appel d'offre «matériel de désincarcération»,

Les procédures d'appel d'offre sont pluri-annualisées, dans l'objectif d'optimiser les procédures d'achats (coûts et délais) et d'homogénéiser les fournitures.

Activité Habillement / EPI

Le Bureau Habillement / EPI a procédé à l'acquisition d'effets d'habillement et d'EPI pour un montant total de 891 000 € en section d'investissement. Les dépenses en section de fonctionnement ont été de 50 000 € en habillement et 75 000 € en entretien d'autres biens et fournitures.

Continuité du projet de mise à niveau des équipements des SPP (chaussures de sport, dotation d'une deuxième paire de gants type B aux CSP).

Mise aux normes de 100 % du parc des bouteilles ARI, soit 2 300 bouteilles.

Renouvellement du parc appareil de détection à 100 %.

Nombre d'agents ayant perçu une dotation de base : 204 SPV + 34 SPP.

Nombre de dossiers de cessation gérés : 178.

Les principaux marchés publics menés sont :

- une procédure adaptée pour les pièces détachées d'ARI et un banc de contrôle des masques,
- un appel d'offre ouvert pour le matériel de protection respiratoire,
- un appel d'offre ouvert pour les balises sonores,
- un marché négocié pour la fourniture d'équipement GRIMP,
- un appel d'offre ouvert pour la fourniture de matériel de stockage en hauteur.

Activité de Coordination Logistique

Ce bureau a travaillé sur deux axes.

- Le déploiement du logiciel de gestion du patrimoine (Astech)

Différents chantiers ont été engagés :

Le suivi des consommations carburant au niveau départemental
La mise en place d'un outil de suivi des constats automobile entre les Services Juridique et Matériels.

Le suivi des contrôles techniques

Le suivi des inventaires de matériels dans les Centres (parc véhicules)

- L'optimisation de procédures internes

A titre d'exemple, on peut citer la réorganisation des tournées factotums qui avait pour objectifs, d'optimiser les tournées pour les Groupements Logistique et Santé et d'assurer la continuité départementale suite à la fermeture des Bureaux de Proximité logistique en centralisant la gestion sur le site de Saleux.

SERVICE INFRASTRUCTURES

Les opérations programmées dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement

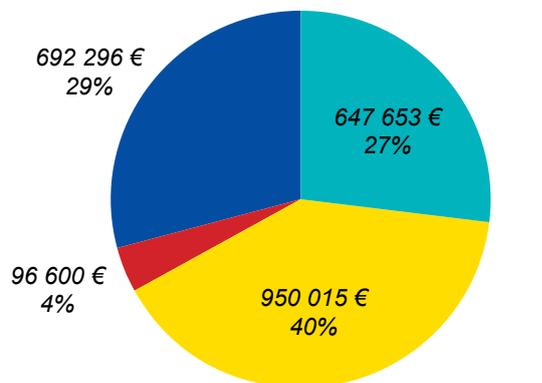
CSP Amiens-Poulainville	<i>Nous en sommes toujours au stade des levées de réserves. Les défaillances de plusieurs entreprises et de la Maîtrise d'Œuvre sont la cause de ce décalage. Nous avons dû reporter les délais de parfait achèvement pour la quasi-totalité des entreprises. Une démarche juridique est en cours envers le maître d'oeuvre.</i>	PPI : 8 902 750 € TTC
CSP Amiens-Ferry	<i>Les différentes phases de permis de construire, dossier de consultation des entreprises et travaux se dérouleront sur 2014, 2015, 2016. La phase transitoire est terminée. Les travaux de déconstruction du CSP Amiens-Ferry sont terminés. Des travaux de reprise des maçonneries des murs en limite parcellaire sont nécessaires (une procédure adaptée est en cours).</i>	PPI : 8 000 000 € TTC
CS Ault	<i>Les travaux de raccordement à la production d'électricité sont en cours.</i>	PPI : 1 200 000 € TTC
Ecole Départementale d'Incendie et de Secours (EDIS) et CS Bocage / Hallue	<i>L'opération de construction de l'EDIS et du CS Bocage/Hallue entre dans la politique de la formation des personnels pour une plus grande efficacité. Nous sommes en levées de réserves et parfait achèvement avec 3 entreprises. L'achat du terrain de 14 000 m² est en négociation avec la Communauté de Commune de Bocage-Hallue.</i>	PPI : 6 576 253 € TTC
CS Roye	<i>Le chantier a été réceptionné partiellement le 18/12/2013. Les lots espaces verts, menuiseries extérieures, photovoltaïque et groupe électrogène n'ayant pas terminé leurs travaux, la réception a été prononcée le 15/01/2014. Nous sommes en levées de réserves et parfait achèvement.</i>	PPI : 2 516 550 € TTC
CS Gamaches	<i>Le choix de la maîtrise d'oeuvre a été réalisé. L'esquisse du projet a été fournie. Les différentes phases de permis de construire, DCE, travaux se dérouleront sur 2015, 2016.</i>	PPI : 2 500 000 € TTC
CS Val de Somme	<i>Le terrain se trouve sur la commune de Fouilloy. Le choix de la maîtrise d'oeuvre est en cours. Les différentes phases de permis de construire, DCE, travaux se dérouleront sur 2015, 2016.</i>	PPI : 3 108 000 € TTC
CS Conty	<i>La réhabilitation n'a pas été possible à cause de la nature même du terrain (pollution des sols et fondations spéciales à réaliser). Il a été décidé par le CASDIS de construire une nouvelle caserne. Un nouveau terrain a été cédé par la commune.</i>	PPI : 1 550 000 € TTC
CS Saint-Valery-sur-Somme	<i>La réhabilitation n'a pas été possible. Il a donc été décidé par le CASDIS de construire une nouvelle caserne.</i>	PPI : 2 950 000 € TTC
Aménagement ancien CTA-CODIS	<i>Une proposition de réaffectation des locaux a été proposée. Le programme est en cours de rédaction. Le réaménagement du RDC nécessite un déplacement de la salle serveur et nous profitons des travaux pour réaliser un nettoyage du réseau filaire informatique (une étude est en cours au sein du service SSI).</i>	PPI : 700 000 € TTC

Les opérations de maintenance

Toutes dépenses confondues, 2 386 564 € ont été dépensés au titre des casernements.

Montant globalisé des dépenses de maintenance

Ce sont pour l'essentiel des dépenses de fonctionnement du fait que le SDIS n'effectue pour l'instant que de la maintenance corrective sur les éléments structurels indispensables (clos/couverts, portes, chauffage)



- Fonctionnement
- Energie, combustibles, eau et asst
- Fournitures
- Investissements

Les contrats de maintenance

Les demandes de dépannage sont nombreuses en matière de maintenance ascenseurs, chauffage/climatisation et portes/portails. La croissance constatée des dépenses en 2014 résulte en partie de l'augmentation des coûts du marché CVC (+ 45K €). Il y a nécessité de mettre en place plusieurs contrats de maintenance dont notamment l'entretien des toitures.

Les dépenses de fonctionnement faites par entreprises

Les dépenses de fonctionnement recouvrent un champ d'intervention très varié. Actuellement, elles sont peu anticipées et ne concernent que des événements d'ordre curatifs ou de sécurité.

Elles concernent des travaux de mise aux normes électriques, des changements de menuiseries, des réparations de portes sectionnelles, des dépenses liées aux travaux de peinture (rénovation des casernes) et des dépenses concernant le chauffage.

Les dépenses de fournitures

Les dépenses sont faites sur les sites amiénois du fait de la présence de personnels dédiés aux travaux en régie. Elles concernent en majorité les fournitures pour la rénovation des casernements ainsi que de l'achat de peinture et de fournitures électriques. Le nombre croissant de Centres concernés par l'achat de fournitures démontre que ceux-ci sont acteurs de l'aménagement de leurs locaux en proposant leur aide pour les petits travaux d'amélioration de leur cadre de vie.

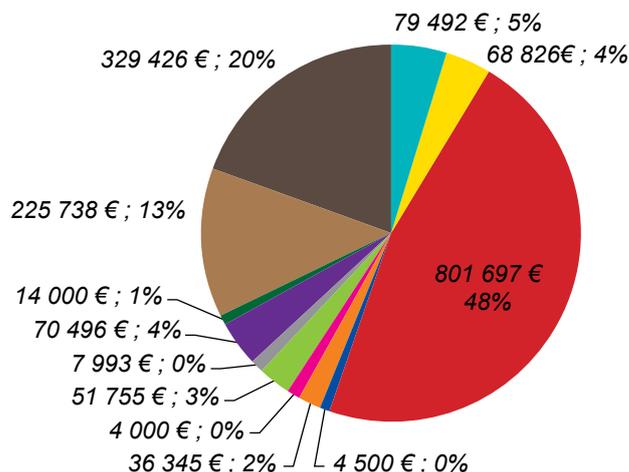
Les dépenses en énergie et combustibles

Le nombre croissant de Centres tend à croître ce poste pour obtenir sur 2015 le million d'euros. La baisse constatée des dépenses de fluides résulte des conditions climatiques favorables en 2014 avec un hiver doux (moins de chauffage), un été doux (moins de climatisation) contrairement à l'hiver 2013 qui lui a été froid et long dans la durée.

La rénovation nécessaire de nos sites, la construction de nouvelles casernes en Bâtiment Basse Consommation (BBC) (RT2012) et surtout la sensibilisation des Chefs de Centres au civisme d'économies énergétiques (lumières à fermer, portes sectionnelles à fermer etc.) ne pourra qu'atténuer cette progression des dépenses en énergie. A rappeler que le coût de l'énergie a augmenté de 35 % en 7 ans et que la tendance laisse à penser que cela va continuer sur les prochaines années. La mise en concurrence et l'ouverture des marchés gaz et électricité devraient permettre la stagnation des prix dans un premier temps.

LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de Fonctionnement: 1 694 268 €

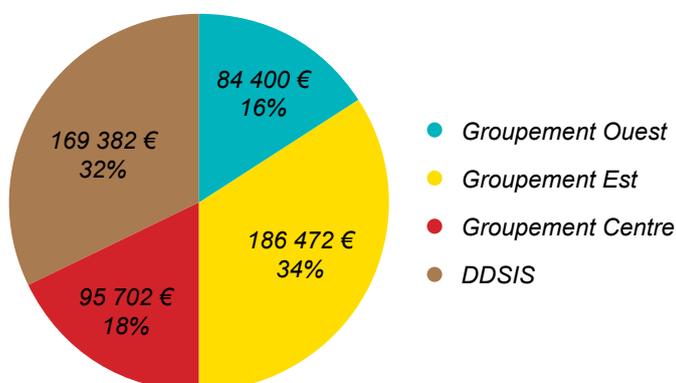


- Comestible
- Fourniture eau et assainissement
- Energie
- Autres fourniture
- Fourniture d'entretiens
- Fourniture de petit équipement
- Fourniture pour travaux
- Terrains, espace verts
- Bâtiment, travaux avec MO
- Réparation outillage, mobilier
- Contrat de maintenance bâtimentaire
- Frais de nettoyage des locaux

Les dépenses d'Investissement : 692 296 €

535 956 € de crédits étaient inscrits au titre de la maintenance de grosses réparations ont été dépensés en totalité.

DÉPENSES GROSSES RÉPARATIONS DES CASERNEMENT



Le Service Infrastructures essaie de répartir au mieux ce budget afin de satisfaire modérément les Centres de chaque Groupement.

• 83 560 € représentants seules les dépenses en mobilier dotation des casernes et Groupements Fonctionnels et 72 780 € en matériels (dont 5 250 € pour les dépenses en électroménager et 21 300 € pour l'achat de matériels espaces verts).

Nous constatons, chaque année, que le budget investissement Grosses Réparations de 500 000 € TTC est nettement insuffisant compte tenu des besoins en matière de travaux dans les 60 sites dont 56 Centres de Secours et des 40 % de casernes en mauvais état.



Service Systèmes Information

POINTS MARQUANTS

L'année 2014 a été une année de consolidation des acquis du SSI. Le parc informatique est parfaitement connu, la migration vers les nouveaux outils Office est initiée.

Le nouvel outil de monitoring permet une analyse proactive des systèmes et permet d'anticiper les dégradations des performances.

La charge de travail concernant les crypto périodes des matériels Antares ne se dément pas. La mise à jour des Emetteurs Récepteurs de Centres de Secours (ERCS) pour pouvoir absorber le changement de la fréquence de déclenchement des sélectifs a été engagée.

Atlas est désormais pleinement fonctionnel, et la cohérence des données présentées est certaine. Les statistiques opérationnelles sont désormais directement issues d'Artemis. Les contrôles techniques et les rappels sont également intégrés. De même, la présentation des données personnelles est toujours en discussion.

Un gros travail sur la constitution d'un dictionnaire de données a été engagé. A terme, cela nous permettra d'avoir une vraie politique d'urbanisation des données, et ainsi de maîtriser le cycle de vie des données.

L'organisation interne du SSI, scindée en trois Bureaux est désormais parfaitement fonctionnelle. La répartition du travail entre le Bureau Exploitation et Production a démontré sa pertinence et son efficacité. Les logiciels métiers bénéficient d'un suivi et d'une connaissance technique bien meilleurs.



Marchés publics

- Marché concernant la fourniture de portatifs Atex (Anti-explosion) : 18 portatifs acquis ainsi que 3 chargeurs pour 21 700 €.
- Marché concernant l'acquisition de 450 sélectifs synthétisés pour la nouvelle fréquence qui est attribuée au département de la Somme. Coût : 24 800 €
- Renouvellement d'une partie de la solution de sécurité. Acquisition d'un Firewall permettant une analyse fine et en temps réel des flux. Coût : 13 100 €

Bureau Exploitation

En moyenne, 240 incidents sont déclarés chaque mois au SSI. Plus de 65 % des incidents sont traités le jour même et plus de 35 % sont traités en moins de 15 minutes.

La messagerie

Le serveur traite plus de 800 000 mails en entrée (trafic interne et externe) et 580 000 en émission (toujours trafic interne et externe confondus).

La quasi-totalité (80 %) des messages sont consultés en moins de 10 secondes. Plus de 99 % sont consultés en moins d'une minute.

Solution antivirale

Aucune infection massive n'a été détectée cette année. Toutes les tentatives virales qui ont été détectées, ont été traitées de manière automatique, et aucune perte de données n'a été constatée.

Matériel SSI

L'inventaire du matériel SSI a été contrôlé en intégralité durant l'année 2014. Il se décompose de la manière suivante : 221 PC, 89 portables et 74 terminaux.

Bureau Transmission

Matériel Antares :

85 % de nos postes sont âgés de 3 ou 4 ans. Notre politique de garantie étant d'avoir une couverture de 5 ans, l'an prochain nous devrions voir augmenter les frais de réparation des matériels défaillants. Si la fiabilité de ces équipements ne se dément pas, les coûts devraient rester contenus (moins de 10 Boitiers Emetteur/Récepteur (BER) envoyés en SAV en 2014)

Activités

Le processus de crypto période mobilise une personne à temps complet. De plus, la fiabilité des têtes V3 n'est pas optimale, et les fréquents échanges standards génèrent également une charge de travail non négligeable (24 têtes sont réparties chez TPL en 2014 soit environ 20 % du parc).

La suppression du point haut « Camille Desmoulins » ne semble pas avoir entraîné de perturbation notable.

Une dégradation de la couverture Antares a été constatée sur le secteur Moreuil. L'information a été remontée à la zone.

Bureau production & logiciels métiers

Atlas

Mise en place de la sécurité. Mise en œuvre de l'application Web pour modifier les coordonnées des Centres. Prise en compte des contrôles techniques (en ligne courant 2015) et des rappels. Ajout d'un module de remontée d'erreur.

Gestion financière

Mise en place du PESV2 (Protocole d'échange standard). Mise en place du parapheur électronique (5 clés de signature distribuées). Développement d'un utilitaire permettant d'analyser les erreurs de transmission avec la paierie.

CR+ paye des vacations

Stabilisation de la solution. Mise en place des coordonnées bancaires. Indicateurs Chefs de Groupement. Intégration mensuelle des gardes, astreintes, données de formations et CRSS. Vérification mensuelle des validations de toutes les indemnités. Assistance RH pour le Bureau Rémunérations.

Groupement Formation

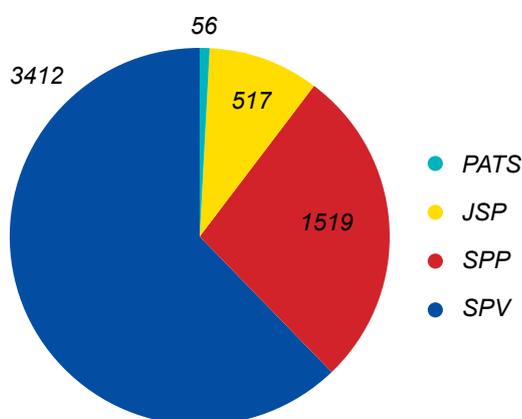
Le Groupement Formation est composé de 2 services, L'Ecole Départementale à laquelle sont rattachés les 3 Bureaux de Proximité Formation et le Service Formation.

L'EDIS est particulièrement chargée de la mise en œuvre des formations organisées pour les Sapeurs-Pompiers Professionnels et Volontaires. Des formations y sont également réalisées pour les PATS en collaboration avec le CNFPT.

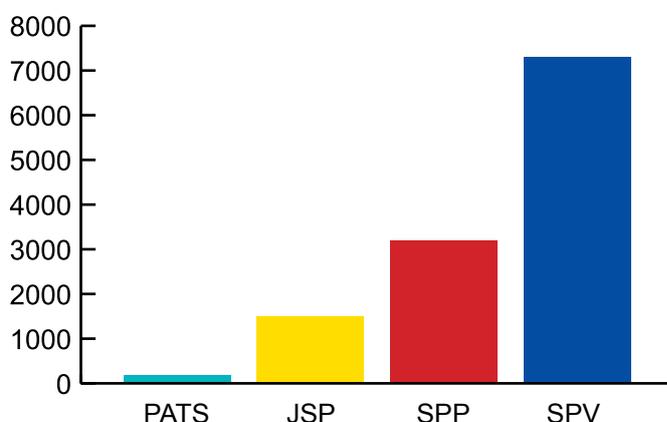
Bien que certaines formations soient réalisées sous l'égide du Service Formation (secourisme, permis PL formations CNFPT), ce dernier est plus spécifiquement orienté vers la conception du plan de formation, l'organisation des activités physiques et sportives, ainsi que des procédures inhérentes au bon fonctionnement du Groupement (procédures marchés publics, conventions...)

POINTS MARQUANTS

Nombre stagiaires formés
(1 agent peut participer à plusieurs formation)



Nombre de journées stagiaires



ÉCOLE DÉPARTEMENTALE D'INCENDIE ET DE SECOURS (EDIS)

- Organisation des journées de recrutement des Sapeurs-Pompiers Volontaires
- Mise en œuvre des formations :

Type de formation	Nombre de formation	Nombre d'agents formés	Grades
Formation d'intégration SPP	2	32	Sapeurs
Formation équipier VSAV (y compris JSP)*	18	209	Sapeurs
Formation équipier Secours Routier*	8	90	Sapeurs
Formation Chef d'équipe SPV	6	62	Caporaux
Formation chef d'agrès 1 équipe SPV	3	24	Sergents
Formation chef d'agrès 2 équipes SPV	3	13	Sergents
Formation de Maintien des Acquis (FMPA)	209	1278	
Formations de spécialités	88	392	
FMPA des spécialités	116	1028	

*Formations organisées avec le Service Formation

Conception :

- Travail sur les parcours de formation des Sous-Officiers Volontaires (Chef d'Agrès 1 équipe et Chef d'Agrès tout engin, Sous-Officier de garde) suite à la parution de l'arrêté du 8 août 2013 relatif aux formations des Sapeurs-Pompiers Volontaires.
- Réalisation du calendrier 2015 des formations internes à destination des Sapeurs-Pompiers.

Activités diverses :

- Réalisation d'exercices sur l'aire de manœuvre ERDF dans le cadre de la convention SDIS80 – ERDF.
- Tournage d'un film publicitaire pour la société DRAEGER.
- Accueil de la cérémonie de Sainte Barbe.
- Organisation dans l'Amphithéâtre de la réunion des Chefs de Centre et des Conseils d'Administration du SDIS.

Mobilité :

- Mouvements de personnels : Départs de Mme Aurélia SOYEZ, du Ltn de 1ère cl. Erik ROYER et du Cdt Séverine BICHET.

Prise de fonction de Mme Aline FRESSIN, Mme Evelyne LEPLAIN et du Sch Clément CUVILLIER.

SERVICE FORMATION

Mise en œuvre :

- Organisation des formations pour les élèves du Lycée Romain Rolland d'Amiens dans le cadre du baccalauréat professionnel « Sécurité – Prévention ».
- Mise en œuvre des premières formations au permis de conduire des véhicules lourds (PL).
- Mise en œuvre des formations secourisme.
- Déplacement à l'ENSOSP durant 1 semaine de 6 SPV pour manœuvrer sur le plateau technique.

Conception :

- Rédaction d'un nouveau scénario pédagogique « équipier secours-routier » incluant la prise en compte des nouvelles technologies de véhicules.
- Travail sur le scénario pédagogique « Activités Physiques et Sportives des Jeunes Sapeurs-Pompiers » et sur l'évolution de la filière Encadrement des Activités Physiques (EAP) en collaboration avec le CNFPT.
- Elaboration du plan de formation en lien avec des prestataires tels que l'Ecole Nationale Supérieure des Officiers de Sapeurs-Pompiers (ENSOSP), l'Ecole d'Application de la Sécurité Civile (ECASC), le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) et tout autre organisme conventionné ou non
- Réalisation des procédures de marché publique en lien avec les formations sollicitées.
- Elaboration d'un cahier des charges relatif à l'acquisition d'un logiciel formation pour remplacer le logiciel FORM80.
- Elaboration d'un cahier des charges relatif à l'acquisition d'un simulateur feux réels.

Activités Physiques et Sportives :

- Organisation du CROSS Départemental à Roisel : 477 participants.
- Déplacement au CROSS National avec les 40 qualifiés à Vaudry (14).
- Organisation du Challenge de la Qualité à Amiens : 437 participants.
- Organisation de la finale zonale à Amiens du Challenge de la Qualité pour 700 athlètes venant des 7 départements de la zone Nord.
- Déplacement à la Finale Nationale (FINAT) organisée à Salon de Provence (13) pour 18 qualifiés.

Activités diverses :

- Organisation et suivi des commissions VAE / RATD pour les Sapeurs-Pompiers non Officiers.
- Généralisation des conventions d'utilisation des sites de manœuvres et enceintes sportives.

Type de formation	Nombre d'agents formés	Nombre de journées de formation
ENSOSP / ECASC	45	1013
CNFPT	144	673,5
dont formation d'intégration PATS	14 (11 cat. C et 3 cat. B)	70
Autres (autres SDIS, prestataires divers...)	48	214
Préparation concours SPP	27	122
Préparation concours PATS	9	64



SERVICE COMMUNICATION

Vitrine Internet

Le site internet a totalisé 99 265 visites pour l'année 2014, soit une augmentation de 34 %. La rubrique la plus visitée est la photothèque avec 16 436 visites.

85 actualités ont été publiées, concernant des interventions, des cérémonies, des événements sportifs, mais aussi la campagne de promotion du Volontariat.

La page Facebook SDIS 80 recense 2 621 mentions « J'aime » soit une augmentation de 108 %. Les 146 publications ont touché en moyenne 2 443 personnes. La page Facebook permet un contact direct et rapide avec le public et le personnel du SDIS.

Depuis le 1er juillet 2014, le SDIS 80 est aussi présent sur Twitter. 749 personnes physiques ou morales sont abonnées à notre compte et ont pu lire nos 42 tweets.

La Cellule Photo

Au 31 décembre, la cellule photo comptait 15 photographes assurant la couverture de tout le département.

En 2014, les cérémonies, les événements sportifs et les exercices ont été couverts par des reportages photos et les photographes ont été déclenchés sur 223 interventions.

La base de données photos et vidéos a permis la réalisation de films promotionnels et l'illustration de documents de service.

Campagne de Promotion du Volontariat

La campagne de promotion du volontariat a été relancée en 2014. Une multitude de supports ont donc été utilisés, notamment : la télévision, la radio, l'affichage grand format, etc...

Cette campagne a pour but de renforcer les effectifs dans les Centres les plus touchés par le manque de SPV.

Des outils de communication ont été créés et sont à disposition des Centres de Secours pour assurer des stands lors de forum ou d'intervention dans des lieux publics.

Sur la période de la campagne, la consultation de la page du site internet dédiée au Volontariat a connu une augmentation de 284 % par rapport à la période précédente. Cette hausse prouve que la campagne a été vue et comprise.

Cérémonies et Manifestations

L'année 2014 a été ponctuée par 10 cérémonies :

- 2 inaugurations Centres de Secours (CS Roye et CS Val de Trie)
- 3 passations de commandement (CS Roye, CSP Abbeville, CSP Amiens-Catelas)
- mais aussi 5 événements récurrents, dont la Journée Nationale des Sapeurs-Pompiers et la cérémonie des Vœux.

LE SERVICE PROJETS / EVALUATION

Dans le cadre du Schéma Directeur Informatique, le Service Projet-Evaluation assure, depuis 2014, la collecte, la consolidation et la diffusion de l'ensemble des projets d'évolution du système d'information.

Le Service Projet-Evaluation réalise tout au long de l'année des études ayant pour thématiques l'analyse de coûts ou encore l'étude de sujets conjoncturels pouvant impacter l'action du SDIS.

En matière de développement durable, le SDIS 80 poursuit sa coopération avec le Conseil Général au sein du Club Climat 80 en lançant différentes opérations telle que la journée mobilité. De plus, l'année 2014 a vu la finalisation du livret développement durable, qui sera accessible aux personnels en début d'année 2015.

Enfin, dans le cadre du projet Archivage, le Service Projet/Evaluation a travaillé et mis en œuvre en 2014, avec la collaboration des services du Conseil Général, un groupement de commande relatif au traitement, à la destruction et au recyclage d'archives pour une durée de trois ans. Il s'agit pour le Département et le SDIS de la Somme d'optimiser leurs ressources et leurs coûts.





BUREAU SECRÉTARIAT DE DIRECTION

Le Bureau Secrétariat de Direction a suivi en 2014, 4 CASDIS, 5 Bureaux du CASDIS, 2 CATSIS et 2 CTP. Outre, l'encadrement et la gestion du Bureau Secrétariat de Direction ainsi que son rôle d'interface entre l'Equipe de Direction, les Groupements de la structure et les services extérieurs, il assure également un rôle de coordination et d'organisation. L'année 2014 a été particulièrement marquée par le renouvellement de l'ensemble des instances du SDIS.

Une 1ère phase d'élections de février à juin a permis le renouvellement du CASDIS (représentants des Maires et Etablissement Public de Coopération Intercommunale), de la CATSIS et du CCDSPV. Celles-ci ont représenté environ 4 000 votants par correspondance avec une participation à hauteur de 55,51 %. La commission de recensement des votes a eu lieu en Préfecture les 10 et 12 juin derniers permettant à ces nouveaux membres de siéger après la réinstallation des différentes commissions.

De juin à décembre, ont été organisées les élections professionnelles. Celles-ci regroupaient le renouvellement des représentants des personnels aux différentes Commissions

Administratives Paritaires, au Comité Technique et au Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail. Ces élections ont concerné 1 100 votants qui pouvaient, soit voter par correspondance ou venir voter à l'urne le 4 décembre dernier.

Une participation de 78,53 % a permis de constater une mobilisation notable des personnels et de l'importance que représentent ces élections.

A noter que suite à la réforme, chaque Organisation Syndicale a du désigner avant le 4 janvier 2015 ses représentants au CHSCT proportionnellement aux résultats obtenus lors de l'élection au CT.

L'ensemble des personnels élus le sont pour 4 ans et le prochain renouvellement se déroulera en 2018.

Le coût de ces élections est d'environ 8 500 €.

SERVICE OPÉRATIONS

POINTS MARQUANTS

Travaux de mise à jour du Règlement Opérationnel ;
Organisation d'un exercice ORSEC (Organisation de la Réponse de la Sécurité Civile) « Nombreuses Victimes » sur le thème d'une explosion sur un site historique de plein air, à Villers-Bretonneux ;
Participation à un exercice PPI (Plan Particulier d'Intervention) sur la zone industrielle de Mesnil-Saint-Nicaise ;
Mise à jour des trois conventions relatives à la Procédure Gaz Renforcée ;
Tenue à jour des listes opérationnelles ;
Participation à divers groupes de travail, réunions et représentation du SDIS auprès des services partenaires ;
Participation aux travaux d'élaboration d'un protocole SDIS80/CG80 au sujet des interventions réalisées sur le Fleuve Somme ;
Participation aux travaux d'élaboration des Conventions Interdépartementales d'Assistance Mutuelle ;
Etablissement trimestriel du tableau de permanence de la chaîne départementale de commandement ;
Elaboration et proposition aux services de l'état de la méthodologie de refonte de la disposition générale NOVI (Nombreuses Victimes) du dispositif ORSEC ;
Mise en œuvre d'un répertoire informatique pour l'Etat Major Opérationnel (EMO), contenant les données opérationnelles dimensionnantes et les outils destinés aux Chefs de Groupements Territoriaux ;
Suivi du traitement administratif :
342 attestations (309 pour les assurances et 33 pour les contraventions) ;
90 réquisitions des forces de l'ordre pour un montant total de 8 200 € ;
304 interventions sur réseau routier concédé pour un montant de 157 037 € ;
3 825 carences d'ambulanciers privés pour un montant de 432 254 € ;
56 titres de recettes émis pour un montant total de 14 516 € d'interventions dites payantes, en application de la délibération 1 du CASDIS du 15/03/2013.

Activité Opérationnelle

102 269 appels décrochés, soit en moyenne 280 appels par jour,

36 627 interventions,

11 763 régulations gérées, soit en moyenne près de 33 par jour,

78 activations du **CODIS**,

6 activations de la **salle de débordement**.

Les 36 627 interventions se décomposent ainsi :

Incendies	3 015 (soit 8,24 %)
Accidents de circulation	2 491 (soit 6,8 %)
Secours à personnes ...dont carence de moyens ambulanciers privés	28 554 (soit 77,95 %) 3091 (soit 8,43 %)
Opérations diverses	2 503 (soit 6,84 %)
Risques technologiques	64 (soit 0,17 %)

CTA/CODIS 80

- Mise en place de formations de maintien des acquis sur le système d'alerte pour les référents ARTEMIS des Centres de Secours ;
- Participation aux différents groupes de travail mis en place dans le cadre de la mise à jour du S.D.A.C.R. (Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques) ;
- Renforcement du rôle du CTA-CODIS et implication constante dans la gestion quotidienne des interventions, ainsi que dans les différents exercices départementaux et RETEX (Retour d'Expérience) ;

- Co-animation des formations PC et CODIS ;
- Poursuite de la démarche d'amélioration continue sur le système d'alerte, avec la mise en place de nouveaux paramétrages et des propositions d'évolution au fournisseur ;
- Animation et production des plans de défense communaux et autoroutiers (500 listes communales et 150 listes autoroutières) ;
- Entretien de relations régulières opérationnelles avec nos services partenaires (SAMU, Police Nationale, Gendarmerie ...) ;
- Travaux de requêtage multiples par le biais de Business Object : Statistiques relatives à l'analyse du SDACR, à l'ouverture du CSP Amiens-Poulainville et à la prospection foncière dans le cadre de la défense amiénoise ;
- Visite du COGIC (Centre Opérationnel de Gestion Interministériel des Crises), du CO BSPP (Centre Opérationnel de la BSPP) et du COZ Nord (Centre Opérationnel Zonale) par les cadres en charge de la gestion de l'alerte au sein du CTA-CODIS.





Bureau Gestion Opérationnelle

- Mise à jour du mémento opérationnel ;
- Gestion du parc départemental de clés d'accès autoroutier ;
- Mise à jour de la convention SANEF-SDIS, en ce qui concerne les forfaits pour passage d'engins lors d'interventions sur le réseau ;
- Participation aux différents groupes de travail mis en place dans le cadre de la mise à jour du R.O. (Règlement Opérationnel) ;
- Mise en œuvre du matériel GOC (Gestion Opérationnelle et Commandement) à destination de la chaîne de commandement ;
- Animation des formations de maintien des acquis des Officiers RENS (Renseignement) et MOYEN ;
- Analyses et études de contentieux après intervention ;
- Etudes ou analyses diverses de dossiers ayant un impact opérationnel direct (circulation, indisponibilités d'engin...);
- Organisation d'exercices particuliers (plan rouge, SNCF...)

SERVICE PRÉVISION

A l'instar de l'année 2013, 2014 aura été une année de changement pour le Service Prévision avec l'arrivée d'un nouveau Chef du Bureau Planification au 1er juin 2014.

Globalement, cette année 2014 aura permis, outre les travaux liés à l'instruction des demandes et dossiers courants (consultation du SDIS pour des avis réglementaires + participation aux travaux de rédaction des différents plans d'Etat), de mettre l'accent sur la formalisation et la rédaction des procédures de service, de perfectionner l'interfaçage SIG / Système d'Alerte, de relancer la planification opérationnelle et de développer une nouvelle application de gestion des points d'eau incendie.

Bureau Risques Industriels

Le Bureau Risques Industriels intervient auprès des services de l'Etat et des industriels pour les accompagner dans leurs projets et problématiques. Il se veut le relais des informations utiles à la bonne gestion de toutes interventions dans cet environnement spécifique. Sa position entre les domaines de la prévention industrielle et de la planification opérationnelle l'a notamment amené à assurer en 2014 :

• un traitement administratif d'avis réglementaires sur :

- **34 demandes d'autorisation d'exploiter ou de dérogations**, au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, avec notamment près de la moitié concernant des projets d'implantation de parcs éoliens dans le département de la Somme,

- **77 demandes de permis de construire**, équitablement réparties entre projets industriels et exploitations agricoles.

• une collaboration étroite avec les services de l'Etat et les porteurs de projet au travers de :

- **70 visites sur site ou réunions de travail** sur différentes problématiques à la demande de l'industriel, des services de l'Etat ou sur sa propre initiative compte-tenu des enjeux,

- **une représentation du DDSIS** au sein du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (1 séance/mois) ainsi qu'au sein des Comités de Suivi de Site,

- **un accompagnement de grands projets industriels** ou sites problématiques sur le département,

- **une participation aux travaux de rédaction des dispositions spécifiques** ORSEC Plan Particulier d'Intervention (PPI),

- **la préparation et l'animation de l'exercice interservices** de sécurité civile visant à tester la pertinence des dispositions spécifiques citées ci-dessus.

• une formalisation d'une réponse opérationnelle du SDIS au travers de :

- **la rédaction de la réponse propre du SDIS** en cas d'activation des dispositions spécifiques ORSEC PPIAJINOMOTO FOODS EUROPE formalisée par un plan d'établissement répertorié spécifique, une grille d'aide à la décision pour le CTA-CODIS mais également le plan d'établissement répertorié assurant la réponse « courante » du SDIS sur le site,

- **l'élaboration de 6 plans d'établissements répertoriés**, s'inscrivant notamment dans l'objectif prioritaire de création et de diffusion des plans d'établissements répertoriés des sites industriels SEVESO, en parallèle de sites problématiques mis en évidence,

- **l'alimentation de la base de capitalisation de l'information** du CTA-CODIS et des postes de commandement du SDIS.

Bureau Planification

À l'instar du Bureau Risques Industriels, le Bureau Planification intervient auprès des services de l'Etat et des autorités locales pour la gestion des manifestations « grand public » et le suivi des grands rassemblements. Il est, par ailleurs, l'interlocuteur privilégié du SDIS dans le cadre de l'élaboration de la planification d'Etat (dispositions spécifiques ORSEC) et contribue, au quotidien, à la mise en place d'une planification opérationnelle au sens large au sein du SDIS (depuis la prise en compte des problématiques du SDIS dans le cadre des projets d'aménagement jusqu'à la formalisation de stratégies d'intervention à priori propres à certains risques). Année de forte activité liée notamment aux commémorations du centenaire de la Grande Guerre (centenaire 14/18), 2014 aura notamment amené le Bureau Planification à assurer :

• un traitement administratif d'avis réglementaires sur :

- **63 demandes d'avis** concernant des manifestations dont certaines d'importance sur le territoire départemental comme :
- les commémorations de l'Anzac Day le 25 avril 2014,
- la course pédestre « La Transbaie » le 22 juin 2014,
- les commémorations du centenaire de la Grande Guerre le 1er juillet 2014 (+ meeting aérien des 12, 13 et 14 septembre 2014 sur Glisy), ...,

- **2 demandes d'avis** (avis avec visites sur site) concernant l'homologation d'enceintes sportives (circuits de sports mécaniques) dans le cadre de la sous-commission spécialisée portant autorisation d'organisation d'épreuves ou compétitions sportives du Conseil Départemental de Sécurité Routière.

• un accompagnement des porteurs de projet au travers de :

- **107 visites sur site ou réunions de travail** sur différentes problématiques liées à la planification, à la gestion des manifestations ou encore à l'accessibilité des moyens de secours,

- **une représentation du DDSIS** au sein du Conseil Départemental de Sécurité Routière (4 séances en 2014).

• une formalisation d'une réponse opérationnelle du SDIS au travers de :

- **une participation aux travaux de rédaction des dispositions spécifiques ORSEC** « sécurité de l'aérodrome d'Amiens Glisy »,

- **la préparation et la co-animation de l'exercice interservices** de sécurité civile (sur table) visant à tester la pertinence des dispositions spécifiques citées ci-dessus,

- **la rédaction des réponses propres du SDIS** en cas d'activation des dispositions spécifiques ORSEC « sécurité de l'aérodrome de Glisy » et ORSEC « plan de Sauvetage Aéro-TERrestre - SATER » formalisées par des plans d'établissements répertoriés.

- **la production de 5 plans d'établissements répertoriés hors industries**, s'inscrivant notamment dans l'objectif prioritaire de création et de diffusion des plans d'établissements répertoriés élaborés pour les établissements recevant du public avec avis défavorable ou à enjeux,

- **le suivi, l'accompagnement et la validation de 6 Fiches Simplifiées (FISI)** réalisées par les Centres de Secours du département,

- **l'élaboration de 85 fiches** « information manifestation » à destination des Centres de Secours,

- **le dimensionnement, le suivi et la mise en place de 8 dispositifs de sécurité** (commémorations du centenaire 14/18, course pédestre « La Transbaie », ...),

- **l'alimentation de la base de capitalisation de l'information** du CTA-CODIS et des postes de commandement du SDIS.

Bureau Défense Extérieure

En charge de l'administration de la base de données des points d'eau incendie et des études de couverture incendie sur le territoire départemental, le Bureau Défense Extérieure a été amené, en 2014, à revoir en profondeur ses procédures et ses outils de suivi et de gestion des points d'eau incendie du département de la Somme (10 339 points d'eau incendie recensés). Il a notamment assuré :

• un traitement administratif d'avis réglementaires sur :

- **7 demandes d'avis** concernant l'élaboration de Plans Locaux d'Urbanisme,

- **86 demandes d'avis** en matière d'urbanisme hors PLU (52 C.U. et 34 P.A.),

• un accompagnement des autorités locales au travers de :

- **41 visites sur site ou réunions de travail** liées à la Défense Extérieure Contre l'Incendie et à l'accessibilité,

- **30 études de couverture incendie** (servant de base à des demandes de subventions des autorités locales auprès des services de l'Etat et/ou du Conseil Général de la Somme) dont :
- 18 études DECI sur un lieu spécifique et 12 études DECI sur une commune.

• une formalisation d'une réponse opérationnelle du SDIS au travers :

- d'un suivi de la disponibilité des points d'eau incendie au quotidien réalisée au moyen d'une application de gestion des points d'eau incendie interfacée avec le SIG & le système d'alerte du CTA-CODIS et ouverte en test aux services de la Ville d'Amiens et du CHU Amiens SUD,

- d'un suivi de la campagne annuelle de reconnaissances opérationnelles des points d'eau incendie du département (traitement administratif de l'ensemble des tournées avec envoi des rapports aux **782 communes** suivies par le SDIS 80).

Bureau Systèmes d'Information Géographique

Chargé de la représentation, de l'analyse et de la restitution des informations à caractère géographique pour une utilisation de celles-ci en opérations et pour le pilotage du SDIS, le Bureau Système d'Information Géographique (SIG) a poursuivi en 2014 ses travaux d'enrichissement des outils SIG actuellement en place au sein du SDIS (alimentation du SIG Prévisionnel en données métiers notamment, ...).

Par ailleurs, la priorité a été donnée aux travaux de fiabilisation des communications entre bases de données et aux actions de renforcement des partenariats existants entre le SDIS 80 & les acteurs SIG « extra-SDIS » ; le tout en développant de nouveaux outils.

Il a notamment assuré :

• un traitement des demandes de cartes thématiques pour :

- l'application atlas,
- l'illustration des différents événements du SDIS (CROSS, plan NOVI, congrès départemental ...),
- l'illustration des études DECI réalisées par le Bureau Défense Extérieure,
- l'illustration du projet de Règlement Opérationnel.

• un traitement des demandes spécifiques émises par les différents services du SDIS comme :

- l'étude sur les besoins en échelles aériennes,
- la formalisation des dispositions prévues dans les plans d'Etat (rayons PPI, ...)
- l'intégration et l'exploitation de 82 000 données géo-référencées du SIG prévisionnel dans l'outil « listes de défense » pour les travaux de révision du Règlement Opérationnel.

• une formalisation d'une réponse opérationnelle du SDIS par :

- l'intégration et le transfert **de milliers de données** nouvelles du SIG prévisionnel vers le SIG opérationnel Géo Artémis (ex : huttes en baie de Somme & d'Authie, les ERP du département, les plans EtaRe créés en 2014, ...),
- la réalisation de 8 atlas parcellaires pour des Centres de Secours qui en étaient dépourvus jusqu'alors, et le traitement de 7 secteurs 1er appel prêts à l'édition,
- le développement du portail Web SIG.



SERVICE PRÉVENTION

POINTS MARQUANTS

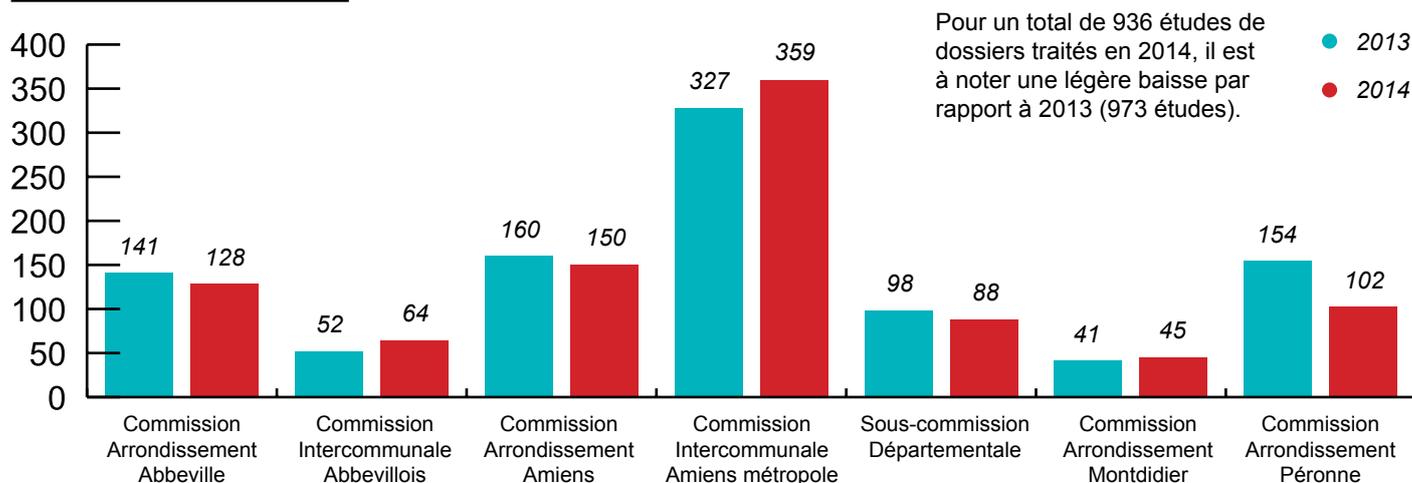
Au 1er janvier 2014, 275 ERP étaient sous avis défavorable au maintien de l'accueil du public. L'effort entrepris par les Commissions de sécurité, dans le cadre des réunions de suivi des avis défavorables a permis de maintenir sensiblement ce nombre qui s'élève à 294 avis défavorable au 31 décembre.

Les dispositions de l'arrêté du 20 octobre 2014, modifiant la périodicité des visites de contrôle des établissements recevant du public vont avoir un impact sur le nombre de visites à effectuer annuellement.

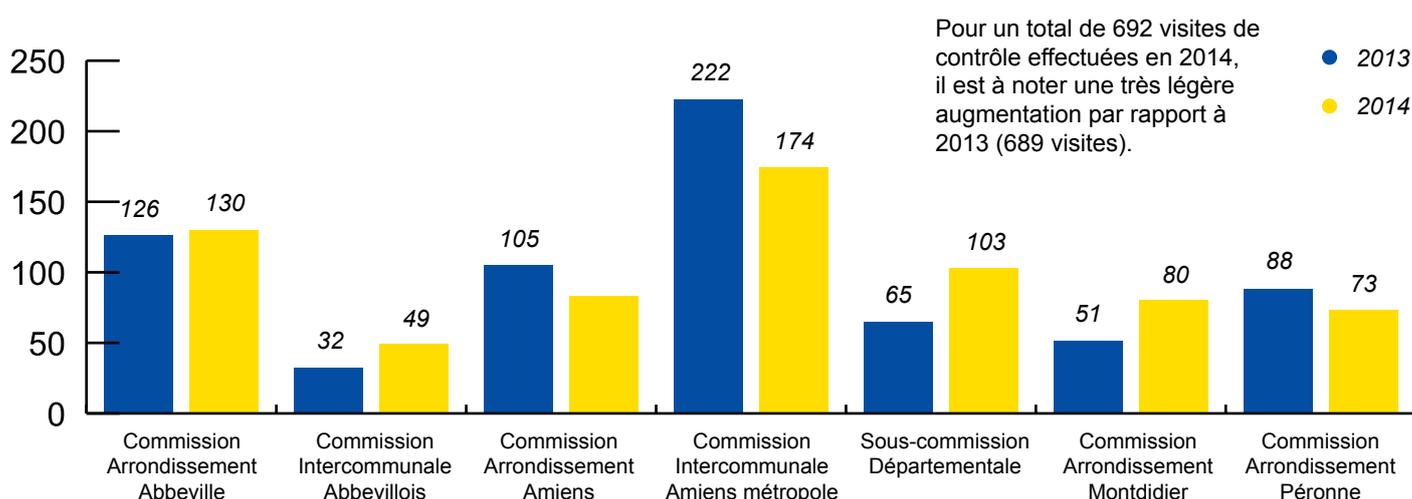
La périodicité passe de 2 ans à 3 ans, réduisant de 63 le nombre d'établissement à visiter annuellement.

Le nouveau bâtiment de l'hôpital sud a été réceptionné par la Commission de sécurité après 6 ans de suivi technique (le PC a été instruit en 2008). Par ailleurs, le Service Prévention a animé 8 visites sur site avec les Sapeurs-Pompiers des CSP Amiens-Catelas, Amiens-Poulainville et de l'Unité transitoire Amiens-Ferry.

ÉTUDE DE DOSSIERS



VISITE DE CONTRÔLE



PRÉVENTION INDUSTRIES ET HABITATIONS Hors Bureau Risques Industriels (BRI)

	2013	2014	Écart
Etudes industries	164	250	86
Etudes Habitations	76	87	11
Total	240	337	97

SERVICE MÉDICAL - SERVICE INFIRMIER

Manifestations

- Cross départemental en janvier - soutien sanitaire.
- Challenge de la Qualité en mai - soutien sanitaire.
- Journée JSP en mai - soutien sanitaire.
- Transbaie en juin – médicalisation.
- Plan rouge - soutien sanitaire.
- Cérémonie de Thiepval en juillet - soutien sanitaire.
- La Samaritaine en juillet - soutien sanitaire.
- Les rendez-vous du fleuve en septembre - soutien sanitaire.
- Meeting aérien du centenaire de la Grande Guerre en septembre - soutien sanitaire.

Aptitude

- 869 visites médicales pour les SPP et 2 136 visites médicales pour les SPV soit 3 006 visites effectuées en 2014.
- 456 visites pour les JSP.

Formation

- Formation initiale des nouveaux ISP (Infirmiers de Sapeurs-Pompiers) en juin.
- Formation Maintien des Acquis des ISP aux «Protocoles» en juin.
- Formation à l'accouchement pour les Sapeurs-Pompiers.

Opération

- gardes infirmier sur la côte picarde au CIS Rue les week-ends de juillet et août (85 interventions).
- 1 093 interventions paramédicales Secours A Personne et Aide Médicale Urgente (Infirmier de Sapeur-Pompier Professionnel et Infirmier de Sapeur-Pompier Volontaire).
- 137 interventions médicales SAP et AMU.
- 80 interventions paramédicales Soutien Sanitaire en Opération (ISPP).
- 28 surveillances paramédicales des parcours Appareil Respiratoire Isolant.

SERVICE PHARMACIE À USAGE INTÉRIEUR

CHIFFRES CLÉS

Plus de 24 100 lignes de commandes (Centres de Secours, VLI, Médecins et Infirmiers SP),
459 commandes fournisseurs,
1 261 caisses de déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI) ont été générées et éliminées par une filière dédiée,
4 000 bouteilles d'oxygène ont été manipulées et tracées à l'année,
61 alertes de pharmacovigilances,
625 heures au sein de la PUI pour les pharmaciens SPV.

Achats

Plusieurs marchés ont été relancés en 2014. Cela concerne notamment :

- l'achat de gants d'examen à usage unique à destination des VSAV,
- la fourniture de produits de désinfection à l'usage des VSAV,
- des procédures adaptées suite à l'appel d'offre relatif aux matériels médico-secouristes suite à la déclaration de lots infructueux.





SERVICE DÉVELOPPEMENT DU VOLONTARIAT

La diffusion de l'information sur le volontariat avec la participation à la Journée Défense et Citoyenneté, les contacts établis dans l'arrondissement de Péronne, avec la collaboration du Chef du Centre de Secours Principal, et des contacts établis dans le milieu agricole et de l'éducation nationale, laissent espérer un nouveau développement du volontariat et des conventions.

Conventions signées en 2014

Convention	Employeur Privé	Employeur Public
FORMATION		
Sans subrogation	7	9
Avec subrogation	9	20
Total	16	29
OPÉRATIONNELLE		
Sans subrogation	3	7
Avec subrogation	4	4
Total	7	11

Le Service Développement du Volontariat poursuit son travail malgré une conjoncture défavorable, due notamment à la frilosité économique.

Questionnaire

Le retour du questionnaire sur les volontaires a permis d'avoir une meilleure connaissance « des volontariats », sur l'engagement volontaire et le fonctionnement par Centre. C'est un outil statistique de premier ordre.

Ces données doivent être affinées et le questionnaire complété. Il devra être amélioré mais surtout tenu à jour régulièrement. Cet outil ne peut que servir à terme les Chefs de Centre sur la configuration de leur Centre et de leurs volontaires.

SERVICE HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

Les actions courantes

- Participation aux réunions mensuelles d'accidents du travail.
- Préparation et participation aux réunions du CHS.
- Veille quotidienne des BRQ provenant du CODIS 80 afin de connaître la survenance éventuelle d'un accident ou incident opérationnel.
- Suivi des formations relatives à l'hygiène et à la sécurité au sein de la structure.
- Envoi du livret d'accueil et de sécurité à chaque nouvel agent intégrant le SDIS80.

Les dossiers conclus en 2014

- Préparation à la réalisation du Document Unique : Construction et présentation du dossier de financement par le fond national de prévention qui nous a octroyé une subvention pour mener l'étude de risque sur le département.

- Base informatique de recensement des produits chimiques : La mise en œuvre d'une base unique de recensement des produits chimiques est intervenue au second semestre 2014. Ce document, outre son aspect réglementaire, va permettre à chaque agent de la structure et au Médecin Chef de connaître les dangers relatifs à l'utilisation d'un produit et les mesures à mettre en œuvre pour se prémunir de ses effets dangereux.

- Plan de continuité de service face aux aléas climatiques constitués par des chutes de neige ou de verglas : Ce document a été réalisé à la demande du Directeur Départemental suite aux retours d'expérience des fortes chutes de neige de 2013.

Son objectif est de pouvoir anticiper une montée en puissance des moyens humains et matériels selon les prévisions météorologiques en se référant à une expression d'équivalence de risque.

- Méthodologie opérationnelle appliquée à la prise en charge d'un cas suspect ou possible de maladie à virus EBOLA : Initié suite au développement de la maladie mais également suite aux directives de la DGSCGC, ce document présente la maladie, ses modes de transmission et indique les méthodes et les EPI à mettre en œuvre pour s'en prémunir en intervention.

- Formation initiale d'assistants de prévention : Cinq assistants ont été formés en 2014 pour venir renforcer dans leurs missions les cinq conseillers déjà en place sur le département.

Les dossiers ouverts en 2014 et se poursuivant en 2015

- Campagne de sécurité routière : Suite à la survenue de plusieurs accidents de la route aux conséquences physiques importantes, il est décidé de communiquer sur la sécurité routière des Sapeurs-Pompiers à l'occasion de leurs déplacements.

Une première proposition a été présentée en 2013 et la proposition finale a été validée en janvier 2014.

Des affiches ont été distribuées dans chaque Centre au cours de l'année.

Cette mesure entrera dans une réflexion plus globale et incontournable relative aux risques routiers.

- Formation à la Prévention des Risques liés aux Activités Physiques :

L'objectif de cette formation vise à adapter les situations de travail à la personne en éliminant ou en réduisant les risques, en préservant la santé, en assurant le confort et en améliorant l'efficacité.

Une formation a eu lieu en 2014 et a permis de former 10 agents, les travaux se poursuivront en 2015.

- Rédaction du document unique d'évaluation des risques professionnels :

Débuté en avril 2014, le groupe de travail a commencé par l'analyse des risques liés aux activités professionnelles puis a complété son travail par l'analyse des risques propres à chaque Centre ou structure du département.

Enquête accident

Une enquête d'accident a été menée en 2014.



L'ORGANISATION

L'année 2014 a été marquée dans les Groupements Territoriaux par une amélioration continue de la gestion amenant à une stabilisation et une préparation au changement d'autre part.

Dans le cadre du changement de régime de travail des agents en service cyclique 24/72, les équipes ont été modifiées et les personnels se sont appropriés ce nouveau mode de fonctionnement dans tous les Centres de Secours Principaux du département.

Dans l'Ouest du département, les chefs de compagnie et leur chef de groupement ont dispensé à l'encadrement de tous les centres :

- une formation aux derniers logiciels mis en place au sein du SDIS 80 tel que CR+, facilitant la gestion et le suivi des tâches au sein des centres de secours, les statistiques ARTEMIS WEB, apportant une vision plus précise des statistiques opérationnelles,
- un rappel continu sur l'utilisation des outils techniques déjà déployés (ATLAS, base de données unique ; FORM80, suivi des FMPA),
- la mise en place d'un tableau de suivi des formations pour chaque CIS.

En effet, la facilité d'utilisation et d'accessibilité des logiciels acquis par le SDIS depuis ses dernières années a permis d'améliorer la gestion opérationnelle et administrative : Le logiciel Dispotel pour la disponibilité des SPV, ainsi que CR+, Atlas et FORM 80 pour le suivi administratif.

Les visites d'inspection des Centres du Groupement Ouest ont ainsi permis de confirmer l'amélioration de l'utilisation des logiciels métiers du SDIS 80.

Dans 6 des centres visités subsistent encore quelques difficultés, soit d'ordre opérationnel du fait du nombre limité de SPV, soit d'ordre administratif par un défaut d'encadrement. 3 centres sous tutelle dans le Groupement Ouest depuis 2013 ont mis fin à leur accompagnement en 2014, alors qu'un centre a été mis sous tutelle dans le Groupement Est.

Les visites d'inspection des 21 CPI du Groupement Ouest ont permis d'attester de la conformité de 4 CPI dont 1 intégrable dans le cadre du SDACR, et l'opérationnalité de 10 CPI dans lesquels des efforts d'infrastructures doivent se poursuivre ou débiter obligatoirement dans un avenir très proche.

Malheureusement, 5 CPI ont été déclarés non-conforme et non opérationnel faute de moyens humains ou de formations essentielles à l'activité des Sapeurs-Pompiers. 1 CPI a été dissous en 2014 et 1 autre CPI est en cours de dissolution.

L'année 2014 a également été marquée par le changement des chefs de centres à Roye, Doullens, Montdidier, Villers Bretonneux, Amiens Catelas et Abbeville.

Les compagnies Ponthieu, Vimeu, et Leclerc (mises en place depuis au moins 2 ans) permettent quant à elle un maillage complet du groupement territorial Ouest et apportent un lien supplémentaire indéniable entre les centres et la direction dans ce groupement particulièrement dense.





LES PROJETS

D'un point de vue infrastructures, le projet du CS Gamaches a débuté en 2014. Les projets de construction de Fort Mahon, Saint Valéry sur Somme, Beaucamps le Vieux et Martainville permettront à terme de finaliser l'amélioration des casernements du Groupement Ouest, sous réserve de disposer d'un terrain.

Sur le plan de la défense amiénoise, la prise en compte du CSP Poulainville est complètement achevée et stabilisée et le chantier du CSP Ferry a débuté par la mise en place d'une remise provisoire et la démolition des anciennes voutes.

Les travaux d'harmonisation se sont poursuivis et les projets avancent. Le terrain de Fouilloy pour le futur centre Val de Somme est devenu propriété du SDIS, et le commandement des unités de Villers Bretonneux et Corbie a été réuni sous un même chef des deux centres, prémices de la future unification des deux unités.

Dans le cadre de la formation et du maintien des acquis les efforts consentis en matière de préparation aux violences urbaines portent leur fruit et une part non négligeable des Sapeurs-Pompiers d'Amiens et de la périphérie Amiénoise est maintenant formée. Dans la majeure partie des unités du groupement, une amélioration notable du suivi des FMPA est visible et les unités encore en difficulté élaborent des techniques afin de l'améliorer.

La mise en place des tuyaux en écheveaux au sein du CSP Catelas a pris tout son essor avec la mise en place des véhicules et matériels nécessaires.

Concernant les événements sportifs comme l'année précédente les Sapeurs-Pompiers du groupement Centre se sont particulièrement distingués, tant par leur participation nombreuse, que par leurs résultats.

Les JSP d'Albert se sont une nouvelle fois qualifiés dans le cadre du concours de manœuvres du CTIF (1er au championnat de France et sélectionnés pour les championnats mondiaux en Pologne)



Rapport d'Activité 2014

Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme

7 Allée du Bicêtre - B.P 2606 - 80026 AMIENS Cedex 1

Tél. : 03 64 46 16 00 - Fax : 03 64 46 16 16